

Nom de naissance :



Premier prénom :

Numéro candidature :

19.5 / 20

(Remplir cette partie à l'aide de la notice)

Concours / Examen : CONTROLEUR INTERNE NORMAL FIP Session : 2024

Epreuve n° : 1 Matière : Quest et/ou cas pratique administratif

**CONSIGNES**

- Remplir soigneusement, sur CHAQUE feuille officielle, la zone d'identification en MAJUSCULES.
- Ne pas signer la composition et ne pas y apporter de signe distinctif pouvant indiquer sa provenance.
- Numéroté chaque feuille A3 dans le cadre à droite et placer les feuilles dans le bon sens et dans l'ordre.
- Rédiger avec un stylo à encre foncée (bleue ou noire) et ne pas utiliser de stylo plume à encre claire.
- N'effectuer aucun collage ou découpage de sujets ou de feuille officielle. Ne joindre aucun brouillon.

Feuille :

01 / 02

Question 1 :

Le Contrat d'Objectifs et de Moyens (COM), signé par la Direction Générale des Finances Publiques (DGFIP), la Direction du Budget et le Secrétariat Général des Ministères Économiques et Financiers (SGMEF), s'est imposé comme la feuille de route générale de l'ensemble des services et comme une vision prospective des objectifs à mière pour une période donnée.

Le COM précédent qui couvrait la période 2020 - 2022 et signé la veille de la crise sanitaire s'est révélé globalement positif : 80 % des chantiers prévus ont été réalisés et 72 % des indicateurs ont été atteints. Le bilan tiré de ce COM a que mette en lumière plusieurs points à reviser = le prochain COM devra être plus ambitieux, plus précis et priorisé. Un des points du COM 20-22 qui n'a pas été atteint reste la dette informatique, enjeu majeur du prochain COM.

Le COM suivant sera défini sur une plage de cinq années 2023 - 2027 et partira d'une impulsion collective, initiée d'abord par un "grand remue méninges" à l'été 2022. Les travaux d'échanges et d'écoute associe l'ensemble des agents dans leurs implications aux nouvelles idées et dans l'expression de leurs préoccupations. La définition d'un projet sera alors écit lors de concertations avec les directeurs

locaux lors du deuxième semestre 2022.

Des perspectives claires et partagées ressortent dans ce nouveau Com 2023-2027 qui priorise les objectifs et les chantiers dans deux grands thèmes : "Conforter les missions régionales de la DGFIP tout en développant ses rôles de service et de conseil" puis "Reussir la transformation de la DGFIP". Des priorités stratégiques ressortent comme la sécurité informatique, l'écologie, le réinvestissement dans les métiers ou l'optimisation et l'efficacité des missions avec la consolidation des structures définies dans le précédent Com. Les objectifs ont été précisés dans des chantiers dédiés à moyen et long termes avec des indicateurs précis et ambitieux. Enfin le pilotage de ces chantiers a été revu et notamment celui de la résorption de la dette technique avec un rapport semestriel.

## Question 2 :

Le respect de l'ordre public financier est la première mission de la direction générale des finances publiques (DGFiP). Il a donc été naturel de placer en tête des objectifs ~~celui~~ du COM (Contrat d'Objectif et de Moyen) 2023-2027, la réforme de la responsabilité des gestionnaires publics et ses enjeux.

Cette réforme modifie les conditions d'exercice des missions comptables (I) et impacte profondément les enjeux liés à ces métiers emblématiques de la DGFiP (II).

### I. Une réforme historique

Par ordonnance du 23 Mars 2022 et décret du 22 Décembre 2022, le nouveau régime de responsabilité des gestionnaire public (RGP) <sup>est entrée</sup> en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2023, supprimant ainsi la responsabilité personnelle et pécuniaire des comptables (RPP). La réforme intervient sur 3 principes : séparation des acteurs (A), sanction de l'action à l'origine (B) et réduction des interventions juridiques (C).

#### A. Séparation ordonnateurs / comptables.

Ce principe reste le socle de l'organisation financière, les comptables demeurent gardiens de l'ordre public financier et le principe de séparation est même renforcé par la réforme.

#### B. Sanctionner l'origine de l'infraction

C'est le changement principal de la réforme, tous les acteurs sont potentiellement justiciables dès lors qu'ils sont décideurs. Ainsi ordonnateurs comme comptables peuvent être mis en cause et non plus seulement le comptable en bout de chaîne financière. Elus et ministres restent exclus. Les infractions ont été revisitées : certaines supprimées (obligation de déclaration fiscale ou imputation de dépenses) ou modernisées (avantage injustifié octroyé à soi-même ou à autrui par exemple).

### C. Réduire les interventions judiciaires

les chambres régionales des comptes perdent leur statut mais une instance d'appel est introduite en cas d'appel financière. la Cour des comptes se réserve pour les fautes les plus graves ou exemplaires. Moins de juges seront nécessaires et les <sup>nombre</sup> affaires concentrées donc moins longues.

## II - Recentrer les enjeux des gestionnaires publics.

Cette réforme replace la maîtrise des risques et la sécurisation des procédures au cœur du métier (A) et oblige à placer les contrôles sur les enjeux financiers élevés (B).

### A. Risques et procédures.

la mission responsabilité, doctrine et contrôles internes comptables anime le réseau de qualité comptable afin de cartographier les risques et assurer une égalité sur les procédures. Un appui méthodologique est apporté aux services qui en font la demande sous forme de formations, conceptions de cartographies ou plans de contrôle. les nouveaux services facturiers (SFACT) et Centres de gestion financière (CGF) sont mis par ces protocoles de maîtrise des risques. Un effort de simplification important est attendu et soutenu avec des outils comme le référentiel M57 ~~et~~ le compte financier unique et la modernisation d'applicatifs existants (Chorus, Helios).

### B. Cibler les transactions à fort enjeux

la réforme ne nécessitant plus autant de pièces justificative ou exhaustive, les services peuvent se focaliser sur les actions à enjeux. En se servant de l'intelligence artificielle ou du datamining pour repérer ~~les~~ dans les comptes les transactions risquées, les services peuvent cibler leurs contrôles.

Nom de naissance :



Premier  
prénom :

Numéro  
candidature :

19.5 / 20

(Remplir cette partie à l'aide de la notice)

Concours / Examen : CIN

Session : 2024

Epreuve n° : 1

Matière : administratif

CONSIGNES

- Remplir soigneusement, sur CHAQUE feuille officielle, la zone d'identification en MAJUSCULES.
- Ne pas signer la composition et ne pas y apporter de signe distinctif pouvant indiquer sa provenance.
- Numéroté chaque feuille A3 dans le cadre à droite et placer les feuilles dans le bon sens et dans l'ordre.
- Rédiger avec un stylo à encre foncée (bleue ou noire) et ne pas utiliser de stylo plume à encre claire.
- N'effectuer aucun collage ou découpage de sujets ou de feuille officielle. Ne joindre aucun brouillon.

Feuille : 02 / 02

Cette réforme représente un défi considérable pour la DGFIP et l'organisation de ses services, notamment en lumière plusieurs des <sup>autres</sup> points essentiels du COM 23-27 et notamment le renforcement des systèmes d'information et le virage de la donnée, 5<sup>e</sup> thème du COM ainsi que l'objectif suivant de lutte contre la fraude fiscale et sociale.